

L'HISTOIRE AMBIGUË

Croissance
et développement
en question

Pierre
Dockès
et
Bernard
Rosier

ÉCONOMIE

en liberté

puf

collection
« économie en liberté »

L'anti-économique

JACQUES ATTALI ET MARC GUILLAUME

A qui profite l'école ?

JACQUES HALLAK

L'internationale du capital

PIERRE DOCKÈS

Croissance et crise capitalistes

BERNARD ROSIER

La parole et l'outil

JACQUES ATTALI

Le capital et son double

MARC GUILLAUME

L'inflation créatrice

ALBERT MEISTER

Aliénation, idéologie et répression

WALTER A. WEISSKOPF

Le capitalisme mondial

CHARLES-A. MICHAËT

La trahison de l'opulence

JEAN-PIERRE DUPUY ET JEAN ROBERT

Un monde pour tous

AMILCAR O. HERRERA ET DIVERS

Le socialisme industriel

ALAIN BOUBLIL

Accumulation, inflation, crises

ROBERT BOYER ET JACQUES MISTRAL

Le pouvoir du social

JACQUES FOURNIER ET NICOLE QUESTIAUX

L'emprise de l'organisation

MAX PAGÈS, MICHEL BONETTI

VINCENT DE GAULEJAC, DANIEL DESCENDRE

Socialisme et mode de production

JEAN-LOUIS BEAU

La pauvreté du pouvoir

BARRY COMMONER

La violence de la monnaie

MICHEL AGLIETTA ET ANDRÉ ORLÉAN

L'Etat sans qualités

CLAUDE GILBERT ET GUY SAEZ

l'histoire ambiguë

THE UNIVERSITY OF CHICAGO PRESS

CHICAGO, ILLINOIS

1954

THE UNIVERSITY OF CHICAGO PRESS

CHICAGO, ILLINOIS

THE UNIVERSITY OF CHICAGO PRESS

CHICAGO, ILLINOIS

THE UNIVERSITY OF CHICAGO PRESS

CHICAGO, ILLINOIS



THE UNIVERSITY OF CHICAGO PRESS

1954
(15)

ÉCONOMIE EN LIBERTÉ

COLLECTION DIRIGÉE PAR

JACQUES ATTALI

MAITRE DES REQUÊTES AU CONSEIL D'ÉTAT
MAITRE DE CONFÉRENCE A L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE

MARC GUILLAUME

PROFESSEUR D'ÉCONOMIE A L'UNIVERSITÉ PARIS IX
MAITRE DE CONFÉRENCE A L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE

33

624279

l'histoire ambiguë

*croissance et développement
en question*

PIERRE DOCKÈS
BERNARD ROSIER

*Cet ouvrage a été en partie rédigé sur la base d'une étude
réalisée pour l'Unesco
(Division de l'étude et de la planification du développement)*

économie en liberté



PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

8° R
76606
(27)

DL-18 10 1988-25492

DES MÊMES AUTEURS

— PIERRE DOCKÈS :

- L'espace dans la pensée économique*, Paris, Flammarion, 1969.
L'internationale du capital, Paris, PUF, 1975.
La libération médiévale, Paris, Flammarion, 1979.
Sauvages et ensauvagés, Lyon, PUL, 1980 (avec J.-M. Serval).

— BERNARD ROSIER :

- Structures agricoles et développement économique*, Paris-La Haye, 1969.
Modèles de planification décentralisée, Grenoble, PUG, 1973 (en coll.).
Croissance et crises capitalistes, Paris, PUF, 1975 et 1984 (2^e éd. refondue).
Clés pour une stratégie nouvelle de développement, Paris, Ed. Ouvrières et Unesco, 1984 (en coll.).
Wassily Leontief : textes et itinéraire, Paris, La Découverte, 1986.
Les théories des crises économiques, Paris, La Découverte, 1987.

— PIERRE DOCKÈS ET BERNARD ROSIER :

- Questions aux Historiens*, Lyon, PUL, 1977.
Rythmes économiques ; crises et changement social, une perspective historique, Paris, La Découverte, 1983.

ISBN 2 13 041832 5

ISSN 0768-0988

Dépôt légal — 1^{re} édition : 1988, septembre

© Presses Universitaires de France, 1988
108, boulevard Saint-Germain, 75006 Paris



sommaire

Avant-propos, 7

Introduction : l'histoire et le capitalisme, 13

A / L'histoire, sens et non-sens : la nécessité du capitalisme?, 13 - B / Des repères simples pour l'histoire longue, 18 - C / Le capitalisme comme système social, 22 - D / La logique et les rythmes du capital, 27 - E / Le capital et son espace, 30.

1. Théoriser l'histoire?, 39

A / Le siècle de l'histoire, 43 - B / Le règne de la raison, 50 - C / Des critiques de l'historicisme à la nécessité de théoriser en histoire, 59.

2. Aux origines du capitalisme : l'Europe occidentale médiévale, 71

A / Le grand domaine, une forme d'exploitation qui perdure en se transformant, 73 - B / Les combats des communautés rurales, 76 - C / La révolution féodale, 78 - D / Les villes, les échanges et les libertés, 80 - E / Dans les campagnes, l'individualisme des riches contre les droits collectifs des pauvres, 82 - F / L'évolution intellectuelle et le temps, 84.

3. Le prince et le marchand, ou genèse de la domination du capitalisme (fin xv^e-xvi^e siècle), 89

A / Les marchands, l'espace et le politique, 90 - B / Les transformations économiques et sociales dans les campagnes et dans les villes : causalités plurielles et conséquences multiples, 100 - C / Transformation des mentalités et changement socio-économique, 109.

4. La fabrique et le prolétaire. Un réexamen de la « révolution industrielle », 117

A / Au-delà de l'économisme, 119 – B / Les campagnes deviennent capitalistes : la révolution agricole comme phénomène social, 143 – C / Les bases sociales et culturelles de la « révolution industrielle », 149.

5. La grande mue du capitalisme (fin XIX^e-XX^e siècle), 167

A / Le bouleversement économique et social au « centre » : concentration industrielle et changement du travail, 171 – B / Un ordre productif achevé sort de la crise et de la guerre : de la grande crise à la grande expansion, 180 – C / De la grande expansion à la « dépression longue » contemporaine, 191.

6. Les leçons énigmatiques de l'histoire occidentale, 201

A / Des enseignements ambigus, 201 – B / L'irréductible nouveauté, 234.

7. La question du « développement » aujourd'hui. Le Tiers Monde éclaté, 245

A / Un développement ambigu : la Corée du Sud et Taïwan, 266 – B / Le « mal-développement » : le cas du Brésil, 272 – C / Le « développement du sous-développement » : le Sahel, 280.

Conclusion, 289

Notes, 299



avant-propos

« Car ceux qui étaient venus ne savaient pas seulement combattre. Ils étaient étranges. S'ils savaient tuer avec efficacité, ils savaient aussi guérir avec le même art. Où ils avaient mis du désordre, ils suscitaient un ordre nouveau. On commença, dans le continent noir, à comprendre que leur puissance véritable résidait, non point dans les canons du premier matin, mais dans ce qui suivait ces canons. »

(Cheikh Hamidou Kane,
L'aventure ambiguë.)

L'historicisme est surtout misérable lorsqu'il est implicite. Le débat sur le développement illustre cette situation : les théoriciens ou les praticiens ne confrontent pratiquement jamais leurs thèses à l'histoire telle que nous la révèle la recherche historique à partir d'un ensemble de faits construits sur la base de méthodes éprouvées et de théories, mais font implicitement référence à des préconceptions liées à des idéologies dures ou molles et souvent produites inconsciemment par leur culture. Deux aspects étroitement connectés de ce débat sur le développement nous paraissent révélateurs à ce titre : les discussions autour du type de facteurs qui y jouent le rôle principal, les discussions autour des moyens de l'impulser.

L'économie — la technique de production particulièrement — est généralement considérée comme le domaine décisif et ce point de vue est aussi bien celui d'auteurs libéraux que marxistes. Dans ces ouvrages ou ces programmes, il n'est question que de dotation de capital, de qualification et de productivité du travail, de crédit et d'endettement, de demande solvable ou d'offre de moyens de production, d'échange. Certes ces dimensions économiques sont essentielles, mais ne faut-il pas pénétrer plus profondément la réalité sociale? Expliquer par exemple que l'endettement du Brésil n'est pas seulement une question financière, un problème d'équilibre des balances des paiements ni même de structure de l'offre ou de technologie? Dès lors, au-delà de l'« économisme », nous tentons une analyse où l'économique et le technologique ne prennent leur signi-

fication que par rapport à un « diagramme social » au sein duquel les jeux des pouvoirs revêtent une importance cruciale.

Aujourd'hui, les mentalités, longtemps négligées comme phénomènes de surface, retrouvent dans certaines analyses une importance primordiale¹ *, d'où d'ailleurs un certain pessimisme dans la mesure où, par de nombreux aspects, leur évolution est de l'ordre de l'histoire infiniment lente. L'intérêt porté aux mentalités a d'abord été le fait des historiens², les économistes du développement ont suivi, et l'on ne peut que s'étonner du mépris dans lequel elles furent longtemps tenues : faire l'impasse sur le culturel comme sur le politique interdit de comprendre quoi que ce soit aussi bien aux réussites qu'aux échecs des stratégies de développement suivies. Les représentations, la culture au sens large, le politique apparaissent comme des aspects fondamentaux du social, nullement comme des superstructures dont la base serait un certain état de la puissance productive. Nous verrons combien le rôle des mentalités et des phénomènes politiques a été considérable dans la genèse et l'approfondissement du capitalisme occidental (ou extrême-oriental). Cependant, revenir à une conception « idéaliste » de l'histoire nue, ou au contraire sclérosée, par les phénomènes qui se déroulent au seul niveau de la conscience ou des idées serait retomber dans une erreur symétrique, et non moins grave, de celle commise par les tenants de l'« économisme ». Le concept de système-développement, interrelations de phénomènes divers ressortissant des multiples instances et, en particulier, culturelles et politiques, mais cependant polarisées par les formes prises par les rapports sociaux dominants, nous paraît permettre de mieux rendre compte de la complexité du changement économique et social.

Les théories des économistes qui, aujourd'hui, mettent en avant l'économique, le technique, le politique ou le culturel dans l'analyse du développement sont largement, parfois à leur insu, des projections historicistes. Ne sont-elles pas d'ailleurs l'ombre des philosophies de l'histoire du XIX^e siècle? Mais Condorcet, Comte, Hegel ou Marx s'appuyaient sur les connaissances historiques disponibles de leur temps et ils affichaient leur point de vue en exprimant leur prodigieuse prétention : révéler les lois de l'histoire. Aujourd'hui que le temps de ces cathédrales historicistes est révolu, nombreux sont les théoriciens qui font de l'historicisme sans l'histoire réelle, souvent de l'historicisme sans le savoir, orienté

* Toutes les notes de cet ouvrage sont présentées en fin de volume.

par des schémas hérités de leur environnement culturel ou par les fantômes des vieilles philosophies de l'histoire qui rôdent encore dans le cerveau des hommes.

Le libéralisme dont on observe l'offensive actuelle contre les tiers-mondismes s'appuie en fait sur une certaine conception de l'histoire ramenée au développement des rapports d'échange, sur une théorie de l'efficacité de la propriété privée, du marché, de l'entreprise, des rapports salariaux dans le développement de la puissance matérielle, une théorie qui projette dans le passé le plus reculé et l'avenir, voire pour l'éternité, les « lois » d'efficacité d'un mode spécifique de production, de circulation et d'accumulation du surplus économique. La formation et l'approfondissement des institutions et de la logique marchandes et capitalistes leur paraissent réalisation progressive de la rationalité économique et sociale. Naturellement, du côté libéral, l'accent est mis dès lors sur certaines pratiques, la vertu prêtée au libre-échange et plus généralement aux libres régulations par le marché, le vice attribué aux interventions de l'Etat ou le célèbre « trade, not aid » par exemple, pratiques qui sont essentiellement des applications d'enseignements univoques tirés d'une histoire rabougrie.

D'autre part, le matérialisme historique fournit encore aux marxistes orthodoxes la loi de développement de la série des modes de production jusqu'au communisme, stade ultime qui clôt la « préhistoire de l'humanité », même si ce n'est généralement plus sous la forme rudimentaire de certains écrits de Marx lui-même et surtout de certains épigones. Mais l'accent reste placé sur la nécessité de développer « d'abord » les bases productives, d'où encore ces stratégies de développement impulsées par les Etats socialistes, orientées vers la marche forcée des forces productives et particulièrement de l'industrie lourde, au prix d'une mobilisation générale, de la suppression des libertés civiles, d'une sévère austérité et d'un transfert du surplus prélevé (en particulier) sur l'agriculture vers les grandes industries supposées motrices.

Remarquons que marxistes orthodoxes et tenants du capitalisme ont une vision économiste et techniciste de l'histoire voisine, une même croyance au progrès et, dans une large mesure, une même conception de son contenu matériel. Pour le dire autrement, ce sont bien les enfants du XIX^e siècle comtiste. Or, si l'histoire nous livre des enseignements, ceux-ci sont infiniment plus complexes, plus ambigus, et par conséquent plus intéressants aussi, que ce que l'on peut tirer des pseudo-lois de l'histoire, qu'elles

soient implicites ou explicites. Dès lors les stratégies de développement ne pourraient-elles pas bénéficier de nouvelles approches de l'histoire réelle et de ses leçons équivoques ?

Concrètement d'ailleurs, aujourd'hui l'opposition n'est pas seulement entre capitalisme et socialisme, mais entre deux formes de capitalisme : le capitalisme privé (propriété privée, rapports marchands, salariat privé) qui peut être politiquement soit libéral (au centre), soit despotique (en périphérie le plus souvent) ; le capitalisme d'Etat (propriété publique des moyens de production, planification autoritaire, salariat public, « nouvelle classe » dominante) qui lui (jusqu'ici) est toujours despotique. Le concept de capitalisme d'Etat doit cependant être enrichi pour tenir compte de la réalité des pays dits socialistes, d'une part, en caractérisant non seulement la forme autoritaire prise par l'Etat, mais aussi sa tendance à soumettre, jusque dans les détails, l'ensemble de la société civile, d'autre part, en précisant que la régulation despotique y suppose et y permet parfois la mise en œuvre de stratégies à tendance égalitariste (la question de la nouvelle classe étant mise à part) avec souvent une grande attention portée aux questions d'éducation et, dans les pays sous-développés, de lutte contre les maux sociaux les plus effroyables : extrême pauvreté, chômage structurel, famine et malnutrition de masse. Cela doit-il se payer de l'absence de liberté ?

Le despotisme, loin d'être le propre des pays dits « socialistes », concerne de nombreux pays sous-développés capitalistes asservis par des formes diverses de dictature ou de fascisme. Parfois, ici aussi, ce despotisme est « éclairé », mettant en œuvre des politiques économiques et sociales intelligentes, efficaces (tel est le cas de Taïwan)³. Mais nous restons dans le cadre classique d'un système où règnent les « libertés » économiques d'entreprendre, de salarier, d'exploiter privativement et où l'abolition des libertés politiques est mise au service de cette forme d'exploitation. Dans les pays dits socialistes, l'Etat s'approprie la société civile, l'économie, le social et, dès lors, la domination étatique tend à être totale. En ce point le débat rebondit.

La question devient celle du pouvoir social absolu comme moyen : lorsque ce despotisme est mis au service de la lutte contre les grands maux sociaux, le sacrifice des libertés « bourgeoises » ne serait pas un prix trop élevé. Mais peut-on mettre au service du développement social et des libertés futures l'absolutisme d'un Etat et d'un parti ? A la limite ne retrouve-t-on pas l'absurde « système Chigalev » que le nihiliste des

Possédés, *Verkhovensky*, rappelait : « Parti de la liberté absolue, je suis arrivé au despotisme illimité. » La tyrannie n'est pas un mode durable de développement et les diverses formes de despotisme sont, à la longue, économiquement catastrophiques et socialement insoutenables, leur durée se fait à un coût économique, social et humain considérable et leur évolution éventuelle vers plus de démocratie s'avère toujours difficile. En d'autres termes, dans le débat de « la fin justifie-t-elle les moyens ? », non seulement les moyens finissent par se substituer à la fin, si bien que le combat est radicalement dévoyé (il produit ce contre quoi il se bat), mais le despotisme n'est même pas un moyen efficace, tout au contraire.

Le recours à l'histoire longue devrait nous permettre d'observer à l'œuvre un facteur de développement essentiel, la liberté (et non les libertés qui gardent de l'Ancien Régime une parcelle de leur définition d'alors, des privilèges). L'accent mis sur le caractère indivisible de la liberté n'empêche nullement la reconnaissance de la pluralité de ses formes : liberté personnelle après la fin de l'esclavage et du servage, démocratie, autonomie économique et sociale tant individuelle que collective. Or ce facteur est négligé ou « tronçonné » par les marxistes orthodoxes comme par les pseudo-libéraux. En effet, s'il y a (aujourd'hui) accord sur le rôle de la liberté personnelle, les effets de la démocratie politique sur le développement ne sont retenus ni par les uns ni par les autres : les marxistes en font une liberté « bourgeoise » et la mettent en contradiction avec la liberté réelle — pour s'en débarrasser commodément —, les libéraux en font un luxe pour pays déjà développés. Quant à l'autonomie économique et sociale, elle est caricaturée par les libéraux en liberté économique de ceux qui en ont les moyens et vidée de sens par les marxistes qui en sortent les libertés « formelles » (la démocratie !) et la rejettent à la fin de l'histoire.

Pourtant, on ne fait pas de la bonne économie avec de bons sentiments ! Ainsi, nous avons naguère reconnu⁴ dans l'esclavagisme un système économique relativement productif et à forte rentabilité ; nous savons que l'efficacité des libertés économiques aux mains des bourgeoisies occidentales, au XIX^e siècle par exemple, tenait aussi à leur corollaire, l'oppression économique, sociale, politique d'autres classes et d'autres peuples ; nous observons la rapidité remarquable du développement de certains « nouveaux pays industrialisés » dont le système politique peut être considéré comme un « fascisme mou » et l'efficacité sociale de certaines formes de socialisme autoritaire ; souvent, enfin, l'autonomie collective

peut aboutir à la stagnation, en particulier à travers la mise sous le boisseau d'innovations qui viendraient perturber l'équilibre social atteint et l'autonomie individuelle à la médiocrité des sociétés de petite production marchande. La liberté indivisible est donc contradictoire dans ses formes, ambiguë dans ses effets. Alors, dira-t-on, que reste-t-il de l'efficacité d'un tel facteur de développement? Deux points nous paraissent émerger.

D'abord, selon la vieille formule churchillienne, la démocratie est le pire des systèmes, à l'exception de tous les autres. Si la liberté est contradictoire, si ses effets sont ambigus, les solutions autoritaires, dans leurs formes elles aussi diverses, sont généralement, à la longue, catastrophiques.

Ensuite, l'important n'est pas tant un certain état de démocratie que le combat pour plus de démocratie et la marche vers davantage de liberté. L'essentiel est dans la liberté en mouvement.

introduction : l'histoire et le capitalisme

« Déclarer l'existence absurde, c'est nier qu'elle puisse se donner un sens; dire qu'elle est ambiguë, c'est poser que le sens n'en est jamais fixé, qu'il doit sans cesse se conquérir. »

(Simone de Beauvoir,
Pour une morale de l'ambiguïté.)

L'articulation entre l'histoire des pays industrialisés et la question du développement aujourd'hui est dans l'esprit des civilisations du temps irréversible, c'est-à-dire toute la planète aujourd'hui. Comment ne pas être impressionné par la chaîne pluriséculaire qui fait, tour à tour, entrer dans l'ère industrielle, puis dans celle d'une certaine richesse matérielle, les pays d'Europe occidentale, puis l'Europe centrale, l'Allemagne et l'Italie du Nord, les Etats-Unis, l'Europe de l'Est et la Russie, le Japon et certains pays d'Asie du Sud-Est? Et comment, dans les pays de la misère qui forment l'immense majorité de la planète, ne pas faire de comparaisons géographiques qui tournent à la projection historique et ne pas poser des questions du type : « Les moyens qui hier ont permis à ces pays de se développer ne seraient-ils pas bons pour les nôtres aujourd'hui? » Pourquoi, en effet, comme dans ces rondes qui, dans les mariages, finissent par happer jusqu'aux vieux messieurs, ne pas espérer que les rythmes de l'industrialisation finiront par entraîner toute l'assistance!

A / L'HISTOIRE, SENS ET NON-SENS :
LA NÉCESSITÉ DU CAPITALISME?

Le drame est que l'histoire peut tout prouver et n'importe quoi. Ce n'est pas tant que ses oracles soient obscurs à la façon d'Apollon Pythien, bien au contraire ils semblent clairs à celui qui les sollicite puisqu'ils

lui disent toujours ce qu'il désire entendre! L'histoire, bonne fille, « donne une preuve à tout le monde ». Pour ne prendre qu'un exemple (et pour le prendre dans l'histoire) lorsque, aux XVII^e et XVIII^e siècles, la Hollande apparaît comme le symbole de la réussite économique pour les Français et les Anglais, les mercantilistes exposent que sa richesse vient de la mer, du grand commerce, des industries qui y foisonnent. Certes, son agriculture est riche, disent-ils, mais c'est un effet du développement commercial et manufacturier. Les physiocrates ne sont pas moins impressionnés par la richesse des Pays-Bas, ils l'expliquent par l'exceptionnel développement agricole qui permet, sur son produit net, de faire vivre tous ces improductifs!

Paradoxalement, l'histoire, si complaisante à l'égard de quiconque la sollicite, semble parfois d'une extrême fidélité! Ne voit-elle pas, dans la très longue période, se gonfler des tendances, toujours les mêmes : l'accroissement des connaissances, de la division du travail, de la puissance productive, la montée vers le plus complexe, etc. D'où l'idée d'un évolutionnisme social parent de la phylogenèse¹. Cet aspect univoque de l'histoire tient d'abord à *un effet de perspective* (comme d'ailleurs pour l'évolution des espèces). *A posteriori*, les chemins suivis par l'histoire apparaissent clairs parce que l'on ne repère jamais que la voie qui a été suivie, non toutes les possibilités alternatives qui existaient et qui sont mortes à jamais. Cette illusion est renforcée par la tendance à finaliser tout ce qui converge vers soi, vers la situation que l'on vit et connaît. Et comment ne pas projeter cette histoire dans une téléologie? L'idée d'unicité se prolonge dans celle de nécessité, voire d'optimalité dans un curieux raisonnement darwiniste² : ne s'impose jamais que la meilleure solution dans la mesure où celle-ci est définie en définitive par une supériorité dans l'adaptabilité qui n'est connue — et ne peut être connue — qu'*a posteriori* par le fait même de sa réussite.

Cependant l'histoire humaine comme la vie d'un homme est entièrement réinterprétée par les événements nouveaux qui surviennent et le sens de l'histoire comme celui d'une vie n'est donné que la dernière page tournée. Absurde circularité puisque le sens de l'histoire ne peut qu'être donné par l'homme et ne peut être fixé qu'après la mort de l'homme.

Observant l'histoire occidentale, si l'on met entre parenthèses cette « étrange » rupture qu'est la transition de l'Antiquité au haut Moyen

Age et ses « siècles obscurs », ne peut-on cependant croire à l'inexorable montée parallèle de la puissance technique et scientifique et des rapports marchands, financiers puis salariaux, à l'unicité de la voie « capitaliste » de développement : le capitalisme serait la rationalité de l'histoire selon Max Weber, la voie nécessaire, donc la meilleure, toutes les autres n'étant que des détours condamnés. Finalement, il n'y aurait pas d'alternative. N'est-ce pas le mode de pensée majoritaire aujourd'hui, une mode sans doute, mais aussi un « réalisme », un fatalisme lié à la crise de la fin du XX^e siècle et qui contraste fortement avec l'utopisme, le volontarisme, mais aussi l'irréalisme du « il n'y a qu'à... », qui caractérisaient les années soixante et les premières années soixante-dix ? Ces volte-face intellectuelles n'auraient guère d'importance si elles n'influençaient les stratégies suivies concrètement en matière de développement.

Dans ce travail nous voudrions exprimer l'idée que si l'évolution passée n'avait rien de nécessaire, l'histoire n'est pas cependant écrite par un fou, pleine de bruit et de fureur. Si elle n'a pas *un* sens, à chacun de ses pas, elle a *du* sens. Cependant, les civilisations diverses, aboutissements de différentes évolutions, ne peuvent être classées les unes par rapport aux autres qu'à partir du système de valeurs de l'une d'entre elles et telle civilisation ne peut pas être dite supérieure parce que située à un stade plus avancé sur un axe unique qui n'a pas d'existence objective. En revanche, l'histoire nous engage : si, *ex ante*, il y a pluralité des choix, *ex post*, l'histoire a tranché et tout retour est impossible. Or, aujourd'hui, la domination de la logique du système capitaliste s'impose à l'échelle mondiale. Cela ne signifie pas que les rapports de type capitaliste se soient pleinement généralisés ; ils continuent de se diffuser, sans pour cela que le dynamisme dans la production de richesses matérielles les accompagne toujours.

Dès lors, même *s'il n'est nulle nécessité endogène à un développement de type capitaliste*, il serait *irréaliste, donc vain et catastrophique, de nier la domination de cette logique capitaliste aujourd'hui ou de croire que l'on peut s'en affranchir d'un trait de plume bureaucratique.*

Cela ne signifie nullement qu'il est nécessaire ou souhaitable de jouer le jeu du capital et d'opter pour un développement franchement capitaliste. Les effets terriblement destructeurs que le développement du capitalisme avait provoqués hier dans les pays aujourd'hui avancés au cours d'un processus pluriséculaire sont fortement

renforcés dans les pays qui, sous nos yeux, subissent la pénétration accélérée du capital dans la mesure où, d'une part, ils sont massivement condensés dans une période relativement brève, et, d'autre part, ils ne sont que très partiellement compensés, généralement, par les conséquences positives en termes de création de richesses. Lorsque l'accumulation de souffrances n'est « payée » que par les miettes de l'accumulation capitaliste, il n'est d'autre voie à hauteur d'homme que de lutter pour les éviter à tout prix. A quoi bon lutter contre des symptômes, diront certains, si l'on n'éradique pas la cause. Mais le combat contre la logique mondiale du capital est-il à la portée de petits peuples pauvres, dominés et isolés? Craignons même que parfois la volonté affichée de rompre avec le capitalisme ne soit une façon de ne rien faire contre ces conséquences dramatiques.

Il s'agit donc prioritairement de mettre en place des mesures de sauvegarde de l'immense paysannerie du Tiers Monde, de son sous-prolétariat entassé dans les zones périphériques de ses énormes agglomérations. Et la logique de ces politiques s'oppose aux formes prises par l'exploitation capitaliste, à la logique du marché mondial; elles supposent que l'on combatte non pas pour une rupture avec le capitalisme, mais pour de multiples fractures.

A quoi peut servir l'histoire pour qui s'intéresse à la définition de telles stratégies dans la mesure où, souvent, elle paraît tout prouver ou rien? Si l'histoire est sans foi ni loi, peut-être nous aide-t-elle à focaliser l'attention sur quelques noyaux durs, sur quelques idées très générales.

Ainsi par exemple nous verrons que la genèse ou la pénétration du capitalisme, ses mises en formes successives, se sont toujours faites dans un combat aux multiples aspects. Les transformations du capitalisme ne sont jamais que des réponses temporaires apportées à des conflits, à des résistances, à des remises en cause. Ni le capitalisme lui-même, ni ses formes successives ne sont les produits de la raison en marche. Ces figures se sont imposées dans des conflits aux rapports de forces complexes, évolutifs, touchant toutes les dimensions du social. Et jamais l'une d'elles n'a régné sans partage. Toujours ont existé des contre-sociétés, des fractions irréductibles du social, des résidus de formes archaïques qui parfois se sont avérées plus performantes que les nouvelles, des expérimentations sociales qui souvent se perdent en chemin... La société a souvent résisté aux effets destruc-

teurs du capitalisme, mettant en place des contre-feux dont le capital a, d'ailleurs, parfois pu se saisir pour un nouveau développement. Ceci est vrai tout autant pour les systèmes productifs qui ont précédé le capitalisme.

D'ailleurs, cette diversité, au sein d'une même société, nourrit l'évolution. L'unicité sociale, intellectuelle, culturelle... freine considérablement les possibilités d'adaptation d'un groupe humain. La comparaison, sur ce point, avec les théories contemporaines de l'évolution des espèces est possible, si les implications en sont fort différentes. Ajoutons que les contacts entre les sociétés différentes, leur interpénétration, la création de zones de métissage (sous les formes les plus diverses) favorisent la formation de cette diversité dans chaque société. L'uniformité, c'est la mort, et point n'est besoin pour le comprendre de recourir aux lois de la thermodynamique.

L'histoire peut nous aider à percevoir ce qui tend à paralyser l'évolution. Elle peut être exemplaire en faisant comprendre l'efficacité de la différence dans l'universalité, la diversité reconnue, tolérée, voire recherchée, dans le cadre de cette valeur fondatrice : l'unité du genre humain. Dans ce cadre, la différence peut être considérée comme un facteur économique. D'où l'aspect catastrophique, en particulier à ce niveau, des idéologies, des mentalités et des politiques totalitaires, uniformisatrices, intégristes et d'intolérance. D'où les effets stérilisateurs des entraves à la liberté de penser et, à la condition que cette liberté ne tue pas la liberté, d'agir³.

Insistons sur deux idées fondamentales :

— Une liaison dialectique entre différence et universalité est nécessaire. L'universalité sans la différence tend à l'uniformisation et au totalitarisme. La diversité sans l'universel tend à la formation de ghettos, à la séparation absolue, et donc encore à l'uniformisation, chacun chez soi, ou à la guerre.

— Différence ne signifie nullement inégalité puisque l'inégalité est une différence le long d'une même échelle de valeur. Notons qu'une théorie faisant de l'inégalité ou de l'égalité la cause, ou un facteur essentiel, du développement économique (en particulier du progrès technique) trouverait aisément cent exemples pour se confirmer⁴. On est typiquement dans le domaine du non-falsifiable. Remarquons que

les sociétés inégalitaires tendent à mettre en œuvre des moyens de production qui reproduisent ou renforcent cette inégalité, et inversement pour les sociétés égalitaires.

B / DES REPÈRES SIMPLES POUR L'HISTOIRE LONGUE

Le point de vue de l'histoire longue suppose le recours à des concepts simples, suffisamment généraux (sans être nécessairement universels) pour permettre d'analyser de larges fractions de l'histoire.

Si la conception même du *temps irréversible*, sans origine et sans fin, a mis des siècles à se former, n'est pas généralisée et évolue sous nos yeux, il reste que les sociétés que nous étudions sont des sociétés historiques, des peuples de la mémoire qui peu à peu prirent conscience d'être engagés dans un mouvement sans retour, même si pendant longtemps cette temporalité fut conçue comme ayant une origine, la création du monde, et une fin, celle de l'histoire. Et la mémoire, la mémoire écrite surtout, la conscience de l'évolutif et de l'irréversible, finissent par se prolonger dans l'*idée de cumulatif*, sans doute de façon très précoce (XI^e-XII^e siècle) dans certaines sphères intellectuelles (lorsque se fit jour l'idée que « des nains juchés sur les épaules des géants voient plus loin que ces derniers ») et marchandes, beaucoup plus tardivement au plus profond des sociétés rurales où les rythmes de la reproduction saisonnière restaient principaux. Ce n'est qu'à la fin du XVIII^e siècle que le temps prend le pas sur l'espace dans l'économie politique, particulièrement dans la formation du profit, que se forment les concepts de capital et d'accumulation du capital.

De même que le temps est fléché, *l'espace est polarisé*. Des relations asymétriques et irréversibles structurent les espaces en aires gravitationnelles et cela depuis le finage des villages jusqu'aux « *économies-mondes* » conceptualisées par Immanuel Wallerstein et Fernand Braudel⁶. Cette structuration spatiale joue un rôle considérable dans l'histoire. D'abord, *toute situation historique singulière doit être analysée dans sa structuration spatiale particulière et replacée dans la structure ou les structures spatiales globantes*. En second lieu, l'histoire des transformations de ces structures spatiales est un des aspects décisifs de l'histoire globale. Enfin — et cela est essentiel dans notre étude —, les phénomènes d'impérialisme et d'inégalité que nous pouvons constater aujourd-

d'hui ne sont nullement des phénomènes nouveaux et toute analyse de ces phénomènes doit se faire à partir de la prise en compte des structures inégalitaires antérieures.

La prise en compte des interrelations spatiales est un aspect d'un problème plus général et très controversé. Une société plus ou moins précisément localisée dans le temps et dans l'espace nous paraît pouvoir être analysée comme un système de relations spécifiques.

On entend par système une entité ou un objet complexe construit, structuré par les relations stables que ses éléments (des sous-systèmes éventuellement) entretiennent.

Les différents éléments qui composent un système et les relations qu'ils entretiennent doivent être appréhendés grâce à l'analyse théorique. Il en va ainsi des systèmes physiques (système solaire) et des systèmes biologiques ou bio-physiques (écosystèmes) comme des systèmes économiques dont il existe plusieurs types. S'agissant du capitalisme ainsi considéré, celui-ci est souvent représenté par l'ensemble des relations qui existent entre les entreprises, les ménages et les administrations, catégories immédiatement repérables. Pour utile qu'elle soit, cette approche nous paraît insuffisante dans la mesure où elle ne met pas en évidence les structures des systèmes qui permettent d'en saisir le fonctionnement et la dynamique donc la reproduction et la morphogenèse. D'où la nécessité de décrire tout système économique par l'ensemble structuré de ses rapports sociaux caractéristiques, en particulier de ceux liés à la production, de leurs relations avec les « systèmes techniques » et les formes de l'organisation du travail (système économique au sens strict), mais également de ceux liés aux mentalités, aux domaines juridique et politique (système économique au sens large ou système social). Il s'agit là de deux façons différentes mais non exclusives d'appréhender la même entité.

Nous parlerons de *système-étape* pour désigner un système économique, considéré de ces deux points de vue, en tant qu'il correspond à une période significative de l'histoire d'une ou de sociétés données. Chacun a ses « lois » particulières de fonctionnement et d'évolution. A ce titre, le capitalisme se distingue du féodalisme ou de l'esclavagisme, même si dans ces trois systèmes existent des comportements qui peuvent être considérés comme plus universels (par exemple les tendances individuelles à accroître son pouvoir ou sa richesse) mais qui sont largement subordonnés à ces spécificités structurelles. Chaque système-étape

connaît des relations particulières entre les diverses instances du social. Ainsi est-il possible de considérer que le politique, l'idéologique et l'économique jouent des rôles différents dans l'Antiquité, au Moyen Age ou avec le capitalisme. Affirmer que « le tout est ainsi plus que les parties » et qu'il est nécessaire de connaître les « lois » systémiques ne signifie nullement que chaque système-étape est une « totalité » qui aurait une existence séparée des éléments qui la constituent. Il nous paraît en particulier important de ne pas faire de ces systèmes-étapes des « totalités » homogènes et nous avons dit l'importance des différences, des contre-systèmes qui sont toujours présents à l'intérieur même d'un système social *complexe* donné, même s'ils sont pris dans une logique d'ensemble. En outre, ces systèmes se reproduisent en se transformant et dans tout système réel *complexe* existent des résidus de systèmes passés et des germes de systèmes futurs.

Ces systèmes-étapes nous paraissent polarisés autour d'un *rapport social dominant*. D'où le rôle crucial d'une analyse en termes de classes dominantes et de prélèvement du *surplus économique* (par surplus économique nous entendons — avec les classiques — cette fraction de la production qui vient au-delà de ce qui est nécessaire à la simple reproduction). Les sociétés que nous étudions sont toutes des sociétés de classes, c'est-à-dire non pas seulement des sociétés où existent des inégalités, mais des sociétés où une fraction de la population, érigée dès lors en classe dominante, détient un pouvoir spécifique sur la détermination de la dimension du surplus, se l'approprie, l'affecte à sa guise et tend souvent à contrôler directement le procès de production lui-même, imposant au reste de la population — formant dès lors les classes dominées — une aliénation et une exploitation qui se définissent par cette perte de contrôle sur le surplus et donc sur son avenir.

Mais, comme l'écrit Marc Guillaume, « le code social ne se réduit pas à celui du pouvoir » et il faut conjuguer les codes de la marchandise et du pouvoir⁶. Les rapports sociaux qui se nouent autour du surplus peuvent se fonder sur des phénomènes de domination d'ordres divers. Les dominations politique, idéologique ou marchande, dont l'origine est donc extérieure à la sphère de la production, ont permis de prélever des surplus, parfois sans que les membres de la classe dominante organisent eux-mêmes la production. Avec le capitalisme productif, l'origine de la domination de classe est liée au salariat, c'est-à-dire à la nécessité pour une fraction de la population de vendre sa force de travail, pour

pouvoir survivre, à ceux qui avaient réussi à obtenir par des méthodes diverses (et en particulier par la violence) le monopole sur les terres et les moyens de production.

Les rapports sociaux de production, ces rapports conflictuels entre les classes sociales autour du surplus, et plus généralement en termes de pouvoir, ne peuvent que revêtir une importance extrême dans toutes les sociétés de ce type. Il nous paraît possible de structurer autour d'eux les divers systèmes sociaux qui se sont succédé. Là nous semble être la leçon essentielle que l'on peut tirer de Marx (bien davantage que l'accent mis par lui sur le rôle des forces productives dans l'évolution de ces systèmes). Cela ne signifie pas qu'il faille résumer les sociétés à ces rapports ni que, toujours et partout, les conflits de ce type déterminent la trame de l'histoire. Encore moins faudrait-il caricaturer cette analyse en faisant des classes deux « totalités » homogènes en conflit ouvert permanent, en négligeant d'autres formes de groupements sociaux, d'autres types de conflits au sein du social.

Plus généralement nous montrerons que la genèse et la mise en œuvre des *innovations majeures* aussi bien techniques que sociales ou communicationnelles (au sens de rendre commun) sont à mettre en relation avec des *conflits* de natures très diverses, sociaux certes, mais aussi économiques (formes de concurrence imparfaite) et politiques (jusqu'à la guerre). Si, souvent, des conflits affectant tel niveau du social produisent des innovations à ce même niveau, parfois les innovations induites le sont à un autre niveau (conflits politiques induisant des innovations sociales, conflits sociaux produisant des innovations techniques...). Les innovations majeures produisent d'ailleurs généralement des transformations en chaîne affectant toutes les dimensions du social et, par conséquent, le système-étape lui-même.

Le développement doit donc être saisi dans toutes ses dimensions sociales (économique, culturelle, scientifique, politique et sociale *stricto sensu*). C'est dire que tous les éléments du système réagissent les uns sur les autres et que l'évolution qui se produit est le résultat de ces multiples interactions. Dans la mesure où nous entendons appréhender non plus les relations statiques qui construisent un état, mais les relations dynamiques⁷ qui produisent un *processus*, nous parlerons de système-développement. Le capitalisme productif doit ainsi être saisi à la fois comme système-étape et comme système-développement.

Cela ne signifie pas, cependant, qu'il n'est possible de penser le

développement qu'en termes de « tout ou rien ». Des auteurs comme Karl Popper ont eu raison d'insister sur les dangers d'une telle optique de rupture « totaliste » (elle nous paraît même l'utime avatar de la vieille idée révolutionnaire du « grand soir »!). Mais cela signifie que des mesures réformistes éparpillées, prises au coup par coup, que la seule aide internationale ou la seule mise en place de pôles industriels n'apportent pas de réponse satisfaisante. En revanche, il est possible de définir, à partir de ces multiples interactions, une stratégie qui, tout en étant limitée et partielle, s'inscrive dans la durée, tienne compte de la logique dominante au sein de l'économie-monde et des effets de système.

Karl Popper a raison de critiquer les « technologies sociales holistiques ou utopiques » du tout ou rien. Il plaide pour une « *piecemeal social technology* », pour des réformes ponctuelles sur lesquelles il soit possible de revenir en cas d'erreur. Cette technologie sociale ne doit pas être une politique « opportuniste » du « coup par coup », mais une stratégie du « pas à pas », c'est-à-dire des transformations fragmentaires, voire ponctuelles, mais systématiques et finalisées.

C / LE CAPITALISME COMME SYSTÈME SOCIAL

Qu'est-ce que le capital? Que met-on derrière le terme de « capitalisme » et pourquoi parlons-nous de « capitalisme productif »? La plus vieille image du capital est sans doute celle de l'arbre qui donne des fruits. C'est aussi la plus fausse. D'abord parce que le capital ne donne pas de fruits à son propriétaire. Le profit est une forme de prélèvement qui ne se réalise que par un pari que fait l'entrepreneur sur l'avenir. En d'autres termes, le profit n'est pas une production naturelle, mais un surplus que l'entrepreneur ne peut s'approprier que dans la mesure où les prévisions qu'il fait au moment où il met en œuvre la production sont concrétisées par le marché. En second lieu, et de façon plus subtile, parce que la définition même du capital n'est pas séparable du profit. On n'a pas quelque chose qui existerait et qui, ensuite, rendrait des profits, mais ce caractère de rendre des profits fait le capital et un capital qui ne rend plus de profit n'est plus du capital.

On désigne couramment par capital certaines quantités de monnaie (on parle des capitaux); pourtant, « l'argent ne fait pas de petits » posait la tradition aristotélicienne. La monnaie est un moyen d'échange,

un moyen de paiement qui sert, par exemple, à acquitter ses dettes envers l'Etat et un moyen de constituer des réserves liquides. Lorsque l'argent sert à acquérir des biens destinés à être vendus pour le profit ou est investi en moyens matériels de production et en force de travail destinés à produire de tels biens, il se fait capital en devenant productif de profit.

La tradition des économistes néo-classiques désigne par capital le stock de moyens de production (nous parlerons de capital technique pour le désigner). Mais serait-ce encore du capital si ces outils ou ces machines étaient destinés à une production pour la valeur d'usage, c'est-à-dire pour être consommés par leur possesseur même? Ce serait, selon nous, un abus de langage et cette confusion est caractéristique des économistes néo-classiques qui « chosifient » ainsi le capital. Les moyens de production doivent servir à produire du profit pour être capital. Parallèlement les fonds qui servent à avancer les salaires des travailleurs employés pour fournir des marchandises sont du capital pour la même raison. Telle est la conception du capital d'Adam Smith et des classiques. Marx lui donne une dimension sociale en soulignant que le capital est un rapport social de production comme l'est l'esclavage ou le servage, un rapport qui peut se lire aussi bien salariat. Mieux vaut dire *salariat productif* pour souligner qu'il existe des salariés qui ne sont pas payés avec du capital, comme nous dirons capital productif pour rappeler qu'il est d'autres formes de capital, en particulier commerciales ou financières qui peuvent rendre des profits sans salarier.

Le capitalisme désigne un *système social* (ou une fraction de ce système) où *l'appropriation du capital par un groupe social lui permet le prélèvement d'un surplus*. Un capitalisme commercial ou financier peut se développer à la surface d'une société féodale par exemple. Le capitalisme n'est donc nécessairement ni productif ni salarial, comme le voit Fernand Braudel. Lorsque le capital contrôle et anime la production « d'en haut » sans la pénétrer en dominant les échanges, n'y a-t-il pas capitalisme⁸? Ainsi sont capitalistes, par exemple, les situations « féodales » (Europe orientale) ou « esclavagistes » (Antilles) aux Temps modernes, en périphérie, dans la mesure où le capital international, essentiellement marchand cependant, impose sa logique sans s'intéresser à la production elle-même. Acceptons donc l'idée qu'il est des capitalismes.

Le capitalisme *productif* est essentiellement l'articulation relative-

ment nouvelle de rapports sociaux très anciens : la marchandise, l'argent et le salariat. Les deux premiers ont partie liée, il n'est pas d'économie marchande développée qui ne soit monétarisée. La marchandise, bien produit pour le marché, et la monnaie, numéraire, moyen d'échange et de paiement, s'appuient l'une l'autre dans leur progression. Quel que soit le mode de production, que l'on produise à l'aide de dépendants ou qu'il s'agisse d'une petite production artisanale, lorsque les rapports monétaro-marchands sont pris en main par les maîtres du commerce ou de la finance, lorsque leurs capitaux contrôlent l'économie et permettent de prélever leur surplus, n'y a-t-il pas capitalisme ?

Le rapport salarial, lui aussi, est très ancien. Les soldes des militaires, les gages des domestiques, les traitements des fonctionnaires remontent à la haute Antiquité (et les besoins de leur développement sont même une cause majeure de l'expansion monétaire) et payer ces salariés n'a rien de capitaliste. Adam Smith nous paraît fonder l'économie politique lorsqu'il définit le travailleur *productif* en écrivant que l'on s'appauvrit en employant des domestiques (payés sur le revenu de leur maître) alors que l'on s'enrichit en employant des ouvriers de fabrique, c'est-à-dire lorsque l'on paie avec du capital des salariés qui produisent pour le marché, et donc pour le profit de leur employeur. Cette greffe du salariat sur la marchandise — une réussite spectaculaire — définit le capitalisme productif. Le salarié, travailleur libre, vend non pas son travail, mais sa capacité à travailler, sa force de travail comme une marchandise à un capitaliste qui l'achète pour produire des marchandises.

Notons cependant que la conception du salarié comme travailleur libre et offreur de sa capacité à travailler (Marx) ou de son travail (ses adversaires « bourgeois ») subit fortement l'empreinte du marché omniprésent, omnipotent, omniscient de l'utopie bourgeoise du XIX^e siècle. Le salarié n'est pas historiquement un homme toujours libre et le capital productif se marie fort bien à des formes variées de travail contraint. De même, le capital a souvent intérêt à prendre ses salariés dans des cellules familiales qui tirent leur revenu d'autres sources, que la femme ou les filles soient seules salariées, les hommes restant paysans ou artisans ou que les hommes salariés reviennent aider leur femme à cultiver le lopin familial. Ces deux situations, très importantes durant tout le XIX^e siècle occidental et encore aujourd'hui dans nombre de zones ou pays « sous-développés », permettent naturellement de rogner

des salaires qui ne correspondent alors qu'à une fraction du revenu familial.

Enfin, de façon subtile et, n'en déplaise aux naïfs, souvent efficace, le capital peut laisser aux travailleurs l'ombre de leur autonomie, les faire travailler à façon, à domicile ou dans leur petit atelier, et leur acheter le résultat de leur travail : il y a là tout un spectre de situations qui va de la relation encore égalitaire entre marchands et artisans à ce qui n'est rien d'autre qu'un salaire aux pièces camouflé, en passant par le *putting out system* où le marchand-fabricant domine de l'extérieur les rapports de production eux-mêmes. Ce système a permis les premiers pas du capitalisme productif⁹, il redevient actif aujourd'hui, lorsque le contrat de travail est devenu « trop » protecteur et que le capital a intérêt à le contourner.

Prélèvement du surplus et domination, pour le capitalisme productif comme pour les autres modes de production, ne peuvent être disjoints. Une classe sociale, dominant grâce à la propriété ou à diverses formes de contrôle des moyens majeurs de production :

- *acquiert* la force de travail salariale à un prix — le salaire — qu'elle influence largement (dans le cadre de rapports de forces variables) et ce faisant détermine le montant des consommations des travailleurs, nécessaires à leur propre reproduction dans une société donnée¹⁰, par conséquent, pour un niveau donné de consommation productive des divers *inputs* matériels, le montant du *surplus*;
- *s'approprie* ce surplus et *l'affecte* selon ses propres critères de choix soit à sa propre consommation, soit à des formes diverses d'investissement.

Le travailleur salarié ayant vendu sa force de travail devient étranger au résultat de son emploi : paradoxale conséquence d'un système qui se veut fondé sur l'efficacité de la responsabilité individuelle et qui désresponsabilise ainsi la masse des travailleurs. Le capital doit donc contrôler le procès de travail lui-même, disposer de surveillants et de contremaîtres ou de procédures automatisées de surveillance, mettre en place des systèmes de récompenses et de peines.

Quelle est la *source de cette domination* des uns, de cette subordination des autres? Le courant classique avait précisément désigné comme cause de la salarisation l'absence d'un « capital » initial, d'une

terre cultivable, de moyens de production et entrevu que la séparation du travailleur et de ses moyens de production était le résultat d'un long processus historique d'expropriation fondé sur diverses formes de violence, processus d'« accumulation primitive »¹¹ du capital entre les mains d'une classe devenue dès lors dominante. L'étude du processus historique de formation du capital par expropriation des producteurs nous paraît essentielle pour comprendre aussi bien l'existence des classes sociales, la forme prise par la domination sociale que le blocage de toute autre alternative.

Tant que ce processus ne fut pas achevé, le travail salarié dans l'industrie naissante fut surtout le fait de femmes, d'enfants ou d'indigents. Le salariat garda longtemps un contenu de travail forcé, tant que les pauvres conservaient des moyens alternatifs de survie, il fallait les contraindre à ce qui apparaissait alors comme une aliénation quasi carcérale de sa liberté. Puis la faim vint prendre le relais; au XIX^e siècle, il devint clair que c'était un mobile largement suffisant (ce qui avait d'ailleurs été compris bien plus tôt par quelques esprits « avancés »). D'où la longue peur du capital envers toute augmentation du salaire au-dessus du minimum vital¹². Au XX^e siècle et au centre, la multiplication de besoins nouveaux — leur production devrait-on dire — remplace la faim pure et simple; des besoins qui, en l'absence d'un « capital » de départ, ne peuvent être satisfaits que par la subordination salariale, une subordination qui offre en outre une certaine sécurité (devenue d'ailleurs très relative de nos jours) et souvent des revenus supérieurs à ceux d'une activité autonome artisanale, commerciale ou paysanne.

Aujourd'hui, le jeu est profondément transformé par la formation d'un *continuum social* construit d'une infinité de petits différentiels, grâce à la socialisation de la classe dominante en une entité abstraite, le capital, dont la gestion serait exercée par un groupe de professionnels au service de cette entité et la formation d'une nouvelle « classe moyenne » aux contours flous, formée de salariés jouant un rôle d'intermédiaires entre les « décideurs » et les prolétaires. Pour l'immense majorité, point de salut hors du salariat, c'est-à-dire ni satisfaction des besoins, ni promotion ni même de statut social. La détention d'un pouvoir n'est souvent possible qu'au sein des hiérarchies salariales où la domination sur les « inférieurs » est obtenue au prix de sa propre soumission aux « supérieurs ». Cette « société salariale »¹³ voit le

triomphe de ce que La Boétie avait analysé comme *servitude volontaire*.

Si l'on ajoute qu'avec la destruction de la plupart des autres lieux de socialisation (ceux du village ou du quartier, le café ou la cour, le métier, souvent la famille...), le cloisonnement individuel, la sérialisation, la passivité devant la télévision, l'entreprise est souvent devenue le seul lieu de vie sociale, à la fois conviviale et conflictuelle, on comprendra l'existence d'un certain « bonheur dans le salariat », une réalité montante, soigneusement tue et qui explique la dureté psychologique nouvelle du chômage, voire de la retraite. Cette société salariale, ses subtils différentiels sociaux, ses médiocres jeux du pouvoir, ses petits bonheurs et sa relative aisance matérielle apparaissent aujourd'hui d'une grande stabilité.

D / LA LOGIQUE ET LES RYTHMES DU CAPITAL

Société finalisée et dynamisée par l'accumulation du capital, le capitalisme façonne spécifiquement le temps et l'espace. Si la fin du profit est l'accumulation du capital, nous trouvons au cœur du capitalisme le cycle capital-profit-capital qui assure sa reproduction élargie. Le concept de reproduction simple (à l'identique) est un héritage des sociétés traditionnelles, transmis par les physiocrates aux classiques et à Marx. Quant à l'état stationnaire, le noir horizon des classiques, il paraît contradictoire avec la logique du capital qui, s'il ne croît pas, meurt.

Pourquoi cette logique interne? La *concurrence* économique que les capitalistes se livrent mutuellement fait que la survie de chacun suppose la marche en avant de l'accumulation (croître ou disparaître), en particulier sous la forme d'investissement en nouveaux moyens de production. En plus de la concurrence, les *antagonismes* entre classes et groupes sociaux, les luttes pour l'amélioration relative des niveaux de vie, mais aussi les nécessités de la *reproduction* continue des formes de pouvoir, impulsent une telle dynamique.

Pourtant certains auteurs donnent le premier rôle aux mentalités. Mais peut-on, par exemple, attribuer au fait culturel juif (Werner Sombart) ou protestant (Max Weber) le rôle décisif dans l'élan capitaliste initial? A condition de saisir que le lien entre les Juifs, le commerce et l'argent est le produit historique de leur exclusion-spécialisation, que le fait d'appartenir à un milieu de négociants a eu souvent

comme conséquence une tendance à la conversion au calvinisme, au moins autant que l'appartenance à cette religion a favorisé le développement de l'esprit d'enrichissement, enfin qu'il faut, de façon plus générale, impliquer les minorités dans ce phénomène, il est clair que l'extension des réseaux capitalistes a largement bénéficié de mentalités de groupes marginalisés. Au-delà, une nouvelle conception de l'homme et du monde s'est peu à peu généralisée à partir des milieux bourgeois et elle n'est pas sans effet sur le dynamisme du capital.

Pourtant, l'essentiel nous paraît devoir être saisi au niveau des déplacements qui se sont opérés dans les jeux et les moyens du pouvoir. Non pas simplement que l'argent soit devenu la source de la puissance et la puissance elle-même, mais parce que le pouvoir « féodal » suppose l'argent qui se dépense largement et qui, ainsi, multiplie les dépendants, alors que le pouvoir « capitaliste » suppose le profit qui s'accumule, l'extension des usines, des affaires, des titres, une autre façon de produire de la dépendance.

Cette logique d'accumulation « verticale » ne peut qu'être aussi une logique d'extension « horizontale », dans l'espace. D'où l'inégale propagation du capital, de sa logique, de ses mentalités à partir du centre initial, l'Europe occidentale. Et nous sommes ici au cœur de notre sujet. Si, en se généralisant à la planète, le capital exporte parfois sa logique expansionniste, il propage aussi sa *force destructrice* des autres formes de société avec son efficacité prodigieuse et sa logique inégalitaire, hiérarchisante, centralisatrice. En d'autres termes, un système-développement fondé sur la production et l'exploitation d'inégalités, spatiales et sociales, en se généralisant, *produit contradictoirement richesses et pauvretés* et les répartit de façon inégale.

La logique d'auto-dynamisme et d'auto-propagation du capital semble être confortée par l'observation historique, l'histoire de sa formation, comme celle des XIX^e et XX^e siècles. Les prédictions catastrophistes semblent s'être elles-mêmes effondrées : le capitalisme, jusqu'ici, n'a pas développé de contradictions internes qui n'aient trouvé de solutions. Pourquoi, dès lors, ne pas accepter une loi d'expansion indéfinie de la puissance productive de l'homme dans le cadre de ce système social? Le capitalisme comme horizon indépassable de l'humanité! La route serait sans doute dure pour certains, mais si elle est sûre et s'il n'est pas d'alternative, ne faut-il pas être un dangereux idéologue pour faire la fine bouche?

Une observation plus rigoureuse du fonctionnement du capitalisme productif montre cependant que les choses ne sont pas si simples. On remarquera que l'expansion du capital n'est nullement régulière, mais qu'elle obéit à *des rythmes complexes*. Deux rythmes principaux nous retiendront ultérieurement, un rythme « classique » alternant en une périodicité plus ou moins décennale des phases d'essor et de dépression, un rythme long dit Kondratiev qui fait se succéder des phases d'expansion et des phases de dépression d'environ un quart de siècle chacune. Or, le rythme « classique » montre déjà qu'existe une logique de la dépression cumulative dont le capitalisme ne peut se sortir seul. Longtemps le capitalisme put largement compter, pour se sortir de la dépression, sur son extérieur, les campagnes et le reste du monde non encore soumis à la logique du capital. Ce fut ensuite l'intervention de l'Etat qui lui permit de retrouver son dynamisme accumulateur. Plus généralement, on découvre que le capitalisme, loin d'être une machine économique simplement réglée par les lois du marché, est une construction sociale soumise à des régulations diverses au sein desquelles *la politique a toujours tenu son rôle*, celui-ci étant devenu majeur avec le début du xx^e siècle¹⁴.

Surtout, l'analyse des mouvements longs montre que le retour à des phases durables d'expansion suppose de profondes transformations du capitalisme, la phase de dépression apparaissant comme temps de mise en place d'un nouvel ordre productif, forme-étape du capitalisme, la phase d'expansion longue comme phase d'efficience de ce nouvel ordre productif¹⁵. Si le salariat reste l'invariant du capitalisme productif, comment ne pas voir que le système socio-économique de la fin du xx^e siècle est profondément différent de celui qui prévalait au début du xix^e. Si, pour survivre, le capitalisme a dû se métamorphoser, ne peut-on penser que ces transformations successives forment la trame d'une transition pluriséculaire vers un autre mode de production ? Ne peut-on aller plus loin et estimer que le développement du capitalisme productif, les formes qui sont aujourd'hui les siennes ne résultent d'*aucune nécessité historique* et qu'à chaque moment de cette histoire longue existaient des alternatives, qu'aujourd'hui comme hier les hommes peuvent modifier l'orientation de leur destin, même si, évidemment, il ne saurait être question de faire du passé « table rase » ?

E / LE CAPITAL ET SON ESPACE

Les chapitres suivants montreront comment le capitalisme a historiquement émergé comme système économique dominant en Europe occidentale à partir du XVI^e siècle et comment il est devenu peu à peu, au fil des siècles, le système contrôlant la production et les échanges de l'« économie-monde » occidentale, laquelle gravite aujourd'hui et depuis la seconde guerre mondiale autour des Etats-Unis d'Amérique qui en sont non seulement l'économie dominante mais également la forme sociale principale avec ses différentes dimensions (rapports sociaux, comportements, culture, science...). Très liés aux Etats-Unis, le Canada, l'Europe de l'Ouest, le Japon, l'Australie représentent les pays industrialisés « développés » et constituent, avec les Etats-Unis, le centre de cet espace. Dans leur sillage, en relation de dépendance économique et politique, les pays « sous-développés » forment la périphérie de cette gigantesque économie-monde polarisée autour des grandes métropoles occidentales, une périphérie diversifiée et hiérarchisée. Mais la réalité est infiniment plus complexe qu'une description sommaire pourrait le suggérer : en fonction de leur propre histoire, pays ou groupes de pays « développés » ou « sous-développés » connaissent des formes spécifiques de fonctionnement et de dynamique sociale, de domination et de dépendance.

Au « centre » de l'économie-monde occidentale, le capitalisme, dans son expansion historique, a su s'adapter aux divers terrains socioculturels de ses lieux d'implantation. Il faut — au minimum — distinguer les nations européennes, du moins celles qui, dans leur longue histoire, ont « inventé » le capitalisme, des Etats-Unis, ancienne colonie européenne de peuplement, qui a surgi au XX^e siècle en tête des nations et du Japon tardivement mais rapidement venu rattraper le « peloton de tête ».

La « vieille Europe » occidentale (et centrale), qui a longtemps dominé le monde a vu l'instauration du capitalisme sur la trame d'une ancienne société d'origine féodale et sur la base d'une expansion coloniale considérable. L'*expansion coloniale* des grandes puissances européennes sur des sites puis des territoires entiers, avec de plus en plus subordination de leurs populations par la violence des armes, a constitué — on l'oublie trop souvent — un aspect majeur de la constitution du capitalisme, sous la forme d'abord d'un grand capitalisme marchand,

dès la fin du xv^e siècle (on le verra au chapitre 3). Sa poursuite jusqu'à la fin du premier quart du xx^e siècle a été constamment intimement liée à l'expansion du capitalisme dont elle a représenté un facteur essentiel. Et l'on ne peut ni comprendre la genèse du capitalisme, ni saisir pleinement le destin contrasté des principaux protagonistes, ni la constitution des Etats-Unis d'Amérique, ni bien sûr le phénomène du « sous-développement » sans une étude de la colonisation et de son histoire. L'on ne peut non plus saisir la prédominance idéologique et culturelle de l'Occident aujourd'hui, qui a réussi à imposer partout à l'Est comme au Sud ses valeurs marquées du sceau de l'*économisme* : la justification civilisatrice de la colonisation est devenue l'*universalité* — imposée d'abord puis reconnue par des élites formées à l'occidentale — du modèle de développement du Nord et de sa culture technique.

Le capitalisme s'est instauré sur la trame d'une ancienne société d'origine féodale qui a mis longtemps à se défaire. Plus ou moins longtemps suivant les pays, plus longtemps en France qu'en Angleterre, par exemple, ce qui explique notamment la survivance en ce dernier pays et en nombre d'autres, d'une importante paysannerie (témoin plus ou moins déformé de l'« ancien monde »). Et si la « nouvelle société » a mis longtemps à s'imposer (plusieurs siècles), c'est non seulement que les classes dirigeantes étaient plus ou moins entreprenantes mais que le *coût social de la transformation était considérable*. Et ce coût concerne la paysannerie dans les pays où elle est demeurée importante, comme en France; celle-ci pèse pour freiner la « révolution industrielle » et y réussit dans la mesure où la bourgeoisie a besoin de son appui sociopolitique contre la montée en puissance de la classe ouvrière. Mais ce coût social touche surtout cette dernière : le processus de la transformation capitaliste a été ponctué de luttes sociales plus ou moins violentes. Finalement, dans les pays « latins » du sud de l'Europe (France, Italie, Espagne), le « consensus » autour du nouveau système n'a jamais été obtenu; leurs classes ouvrières ont refusé le « réformisme », plus ou moins acceptées par celles du Nord, et leurs principales organisations se considèrent toujours comme porteuses d'un changement radical de société conduisant à une société sans classes.

D'où le côté paradoxal des luttes de classes et leurs effets différents sur la croissance économique selon les conjonctures puisque, d'un côté, elles poussent le capitalisme à dépasser ses contradictions et, ce faisant,

- avec l'aide de ses alliés. » Soulignons qu'énoncer cela ne signifie pas pour autant glorifier ces équilibres traditionnels qui se payèrent, en particulier, d'une très forte mortalité infantile.
150. Voir en particulier L'éclatement, dans *Malthus et les deux Marx : le problème de la faim et de la guerre dans le monde*, Paris, Gauthier, 1966, chap. 8.
 151. Mis à nu par le surpâturage et ayant perdu leur protection arborée, les sols fragiles du Sahel sont, en effet, livrés alors sans défense à l'érosion éolienne et à l'érosion hydrique (à la saison des pluies) qui emportent l'humus et les éléments fins qui les constituent en tant que milieu de vie.
 152. Même la sécheresse qui a frappé le Sahel et dont il ne faut pas ignorer le rôle serait largement imputable aux déboisements massifs effectués au sud dans la zone tropicale (Côte-d'Ivoire, Nigeria). Cf. L. R. Brown et E. C. Wolf, Reversing Africa's decline, in *State of the World*, Washington, Worldwatch Institute, 1986, cité par René Dumont, *op. cit.*, p. 19. L'agronome Claude Rebol parlait à ce propos de « piraterie climatique ».
 153. Voir notamment Edith Archambault et Xavier Greffe (éd.), *Les économies non officielles*, Paris, La Découverte, 1984, spécialement la contribution de Philippe Hugon.
 154. « La chefferie traditionnelle contribue à l'équilibre de l'Afrique profonde qui reste "féodale" dans ses campagnes », déclare le président du Niger Seyni Kountché à René Dumont.
 155. C'est ainsi que la secte Mouride au Sénégal fut organisée par ses chefs en « un véritable Etat fondé sur la production arachidière, dont ils garantissent la survie par un loyalisme à toute épreuve qui leur assure la protection de l'administration. Celle-ci passa dorénavant par l'autorité quasi féodale des marabouts pour transmettre ses directives » (C. Coquery-Vidrovitch et H. Moniot, *op. cit.*, p. 177). Leur puissance politique survécut à la décolonisation. « Mais le maintien de leur suprématie contribue à paralyser l'essor économique de la région. » « Les marabouts qui abusent de leurs prérogatives ont été courageusement fustigés par le président du Niger Seyni Kountché dans un discours public sur les "marabouts crapuleux" » (René Dumont, *op. cit.*, p. 96). Mais, note René Dumont, « l'Islam n'est pas la seule religion dont on se sert parfois abusivement... » (*op. cit.*, p. 96).
 156. Quant à la Banque mondiale, son *Rapport annuel 1987* reconnaît que les politiques d'« ajustement structurel » financées par elles n'ont pas obtenu les résultats escomptés et que leur coût social a été sous-estimé (voir le chap. iv du *Rapport*, en particulier « Les leçons de l'expérience au Sénégal »).
 157. Ce n'est certes pas la naïve et absolue confiance de G. Sorman (*op. cit.*) et d'autres dans la vertu de la libre entreprise individuelle (pourquoi ne pourrait-elle être celle, collective, de petits groupes, comme, par exemple, celle des GAEC en France?), considérée comme le remède absolu à tous les maux du « sous-développement » en général et de celui de l'Afrique en particulier, qui peut — dans les années qui viennent (l'échéance est proche) — sauver le Sahel. On ne peut extrapoler — à partir de quelques expériences d'entrepreneurs africains — la réussite très particulière de Taïwan ou de la Corée (dans lesquelles l'Etat a joué un rôle central). La réalité est infiniment plus complexe comme doit le reconnaître de fait l'auteur dans sa conclusion...
 158. Voir notamment René Billaz et Marc Dufumier, *Recherche et développement en agriculture*, Paris, PUF, 1980.

NOTES DE LA CONCLUSION

1. « *This nation asks for action and action now* », Discours d'inauguration, 4 mars 1933.
2. Voir Marc Guillaume, *Eloge du désordre*, Paris, Gallimard, 1978.
3. Nous pensons au « grand » despotisme d'Etat et aux multiples « petits » despotismes de la vie concrète qui caractérisent ces bureaucraties.
4. V. I. Lénine, dans *A nouveau les syndicats : la situation actuelle et les erreurs de Trotsky et de Boukharine*, *Œuvres complètes*, t. xxxii, p. 80.
5. Nous avons naguère étudié cette question in B. Rosier, *Repères pour la transition au socialisme*, in *Approches de la transition*, Lyon, PUL, 1981.
6. Puissent les espoirs suscités par la nouvelle direction ne pas s'avérer illusoire. Mais la démocratie, là aussi, est un combat.
7. Si, en nombre de pays, de l'Espagne à la Corée, on a l'impression inverse que la démocratie suit le développement économique, ne peut-on soutenir, au contraire, que le « développement » de ces pays a pu se faire *malgré* une absence de démocratie, en particulier parce qu'il s'agissait de suivre une voie balisée et non d'innover, et que l'accession à la démocratie politique a permis à l'Espagne ou au Japon, par exemple, de trouver leur « second souffle », le permettra demain à Taïwan, en Corée du Sud et dans les pays « socialistes ».
8. Dont la mise en place et le développement sont un complément nécessaire des droits civiques et politiques.
9. Cf. H. Rouillé d'Orfeuil, *Coopérer autrement*, Paris, L'Harmattan, 1984. Le rôle, dès lors, de la coopération internationale est à redéfinir. A ce titre, il faut également privilégier la décentralisation, faire que les Etats aident moins directement qu'en favorisant les ONG.
10. Voir notamment H. Rouillé d'Orfeuil, *op. cit.*
11. Voir spécialement nos analyses *supra*, chap. 5, p. 186-188.
12. Sur cette notion, voir B. Rosier, *Types de développement et rapports sociaux*, in *varii auctores, Clés pour une stratégie nouvelle de développement*, Paris, Les Editions Ouvrières et Presses de l'Unesco, 1984.
13. Analyse développée par Jacques Poly, directeur général de l'Institut national de la Recherche agronomique (France).
14. Sur ce thème, voir B. Boucon, J. Bourlès, J.-H. Lorenzi, B. Rosier, *Modèles de planification décentralisée*, Grenoble, PUG, 1973, et B. Rosier, *Autonomie de chaque collectivité et cohérence globale : les voies d'une nouvelle dynamique sociale*, in *Croissance et crise capitalistes*, Paris, PUF, 1984 (2^e éd.), p. 321 et s.
15. Voir CEDEC (Université Aix-Marseille II), *Orientation de la recherche, changement technologique et stratégies de développement*, Rapport de recherche, Paris, CNRS, Programme Science-Technologie-Société, 1982; H. Rouillé d'Orfeuil, *Coopérer autrement, op. cit.*, II^e partie; Ingmar Granstedt, *L'impasse industrielle*, Paris, Seuil, 1980; F. Doucet, *Développement rural et nouvelles formes d'industrialisation : alternative technologique, changement social et planification décentralisée du développement*, Aix-en-Provence, CEDEC (Université Aix-Marseille II), 1982. Voir également ministère de la Coopération et du Développement, *Technologies industrielles appropriées et industrialisation*, Paris, 1980, ainsi que *Energies nouvelles et développement*, Paris, 1978; J.-P. Tournon, *Adaptation des techniques et filières agro-alimentaires dans les pays moins développés*, thèse, Université de Montpellier I, 1983; P. Judet, *Economies d'échelle et réduction de taille*, Université de Grenoble II, IREP, 1979.